CONTRAT A DUREE INDETERMINEE

(en application de l’article 3-3 dernier alinéa de la loi n°84-53 du 26/01/1984)

**LES MENTIONS EN JAUNE SONT A RETIRER OU A ADAPTER**

*N.B. : A l’issue de la période maximale de six ans, les collectivités ne peuvent reconduire le contrat de leur agent recruté sur la base des articles 3-3-1°, 3-3-2°, 3-3-3°, 3-3-4° et 3-3-5° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 que par décision expresse et pour une durée indéterminée.*

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-3-dernier alinéa ;

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l’application de l’article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

*(Si recrutement article 3-3-1° - absence de cadre d’emplois)*

**VU** la délibération n°… en date du ……………………… créant l'emploi permanent de …………………………………………………………………………………………………………… *(préciser l’intitulé du poste)* contractuel relevant de la catégorie hiérarchique … *(A – B ou C)* comprenant les fonctions suivantes : …………………………………………………………………………………………………………………………… *(à définir précisément)* et fixant le niveau de recrutement et la rémunération ;

**Considérant** qu’il n’existe pas de cadre d’emplois de fonctionnaires susceptibles d’assurer les fonctions correspondantes ;

*ou*

*(Si recrutement article 3-3-2° -Emploi permanent lorsque les besoins de service ou la nature des fonctions le justifient et, sous réserve qu’aucun fonctionnaire n’ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi)*

**VU** la délibération n°… en date du ……………………… créant l'emploi permanent de ………………………………………………………………………………………………………………………………………………… *(préciser l’intitulé du poste)* au grade de ………………………………………………………………………………………………………… *(préciser le grade)* relevant de la catégorie … *(A, B ou C)* comprenant les fonctions suivantes : ………………………………………………………………………………………………………………………… *(à définir précisément)* et fixant le niveau de recrutement et la rémunération ;

**Considérant** que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient ;

**Considérant** qu’aucun fonctionnaire n’a pu être recruté dans les conditions prévues par la loi ;

*ou*

*(Si recrutement article 3-3-3° - emploi permanent dans les communes de moins de 1 000 habitants ou les groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants pour tous les emplois – quel que soit le temps de travail et quelle que soit la catégorie)*

**VU** la délibération n°… en date du ……………………… créant l'emploi permanent de ………………………………………………………………………………………………………………………………………………… *(préciser l’intitulé du poste)* au grade de ………………………………………………………………………………………………………… *(préciser le grade)* relevant de la catégorie … *(A, B ou C)* à temps complet ou temps non complet pour ………… heures hebdomadaires à compter du …………… ;

*(Si recrutement article 3-3-3° bis - emploi permanent dans les communes nouvelles issues de la fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant une période de 3 années suivant leur création, prolongée, le cas échéant, jusqu’au 1er renouvellement de leur conseil municipal suivant cette même création, pour tous les emplois (quel que soit le temps de travail et quelle que soit la catégorie))*

**VU** la délibération n°… en date du ……………………… créant l'emploi permanent de ………………………………………………………………………………………………………………………………………………… *(préciser l’intitulé du poste)* au grade de ………………………………………………………………………………………………………… *(préciser le grade)* relevant de la catégorie … *(A, B ou C)* à temps complet ou temps non complet pour ………… heures hebdomadaires à compter du …………… ;

*ou*

*(Si recrutement article 3-3-4° - emploi permanent dans les autres collectivités territoriale ou établissements, pour tous les emplois à temps non complet lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50%)*

**VU** la délibération n°… en date du ……………………… créant l'emploi permanent de ………………………………………………………………………………… *(préciser l’intitulé du poste)* dans le grade de ………………………………………………………………… *(préciser le grade)* relevant de la catégorie hiérarchique … *(A – B ou C)* à temps non complet pour ………… heures hebdomadaires (durée inférieure à 17h30) à compter du …………… ;

*ou*

*(Si recrutement article 3-3-5° - Emploi permanent dans les communes de moins de 2 000 habitants et dans les groupements de communes de moins de 10 000 habitants, lorsque la création ou la suppression d’un emploi dépend de la décision d’une autorité qui s’impose à la collectivité en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d’un service public (par exemple pour la création d’une agence postale))*

**VU** la délibération n°… en date du ……………………… créant l'emploi permanent de …………………………………………………………… *(intitulé du poste)* dans le grade de ………………………………………………… *(préciser le grade)* relevant de la catégorie hiérarchique … *(A – B ou C)* à temps complet ou temps non complet pour ………… heures hebdomadaires à compter du ………………… ;

**VU** la vacance de l’emploi au tableau des effectifs ;

**VU** la déclaration de vacance d’emploi auprès du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l’Indre ;

**VU** la publication de l’avis de vacance ou de création d’emploi sur l’espace numérique commun aux trois versants de la fonction publique à compter du ………………… ;

**Considérant** que la collectivité a respecté la procédure de recrutement prévue par les décrets n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988 ;

**VU** les actes de nomination et de renouvellement de nomination en date des ………………… ;

**Considérant** que l’intéressé(e) a été recruté(e) sur la base de l’article …………………… *(3-3-1°, 3-3-2°, 3-3-3°, 3-3-4° ou 3-3-5°)* de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et que la durée des contrats précédents est égale à 6 ans ;

Entre les soussignés

Monsieur le Maire *(ou le Président)* de …………………………,

et

M…………………………………………………………………………………………………………………………, né(e) le ……………………,

demeurant …………………………………………………………………………………………………………………………………………… ;

Il a été convenu d’un commun accord ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DU CONTRAT

M……………………………………………………………… est engagé*(e)* en qualité de …………………………………………………………………………… *(préciser le grade)* contractuel relevant de la catégorie hiérarchique … *(A – B ou C)* pour assurer les fonctions suivantes *(à préciser) :* ………………………………………………………………………………………………………………………………………… à compter du …………………… pour une durée **indéterminée**.

*ou (en l’absence de cadre d’emplois – article 3-3-1°) :*

M…………………………………………………………………… est engagé*(e)* en qualité de ………………………………………………………………………………………… *(préciser l’intitulé du poste)* contractuel relevant de la catégorie hiérarchique … *(A – B ou C)* pour assurer les fonctions suivantes *(à préciser) :* ………………………………………………………………………………… à compter du …………………… pour une durée **indéterminée**.

***N.B. : Les fonctions de l’agent doivent être identiques à celles confiées dans les précédents contrats.***

ARTICLE 2 : TEMPS DE TRAVAIL

Pour l'exécution du présent contrat, M…………………………………………………………………… exercera ses fonctions à temps complet / temps non complet pour une durée hebdomadaire d’emploi de ………… heures.

ARTICLE 3 : REMUNERATION

Compte tenu notamment des fonctions occupées par l’agent, de la qualification requise pour leur exercice, des diplômes détenus par l’agent ainsi que de son expérience professionnelle, M…………………………………………………… percevra une rémunération calculée par référence à l’indice brut ……… (indice majoré ………) du grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement (éventuellement) ainsi que *(le cas échéant)* les primes et indemnités instituées par l’assemblée délibérante *(sauf pour un recrutement sur la base de l’article 3-3-1° - absence de cadre d’emplois)*.

La rémunération ainsi définie fera l’objet d’un réexamen au minimum tous les 3 ans notamment au vu des résultats d’un entretien professionnel organisé selon la même périodicité.

***N.B. : La rémunération de l’agent doit être identique à celle perçue lors de ses précédents contrats.***

ARTICLE 4 : FORMATION DE PROFESSIONNALISATION

M…………………………………………………………………… est astreint*(e)* à suivre les actions de formation mentionnées au 1° de l’article 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (formation de professionnalisation définie par les statuts particuliers).

ARTICLE 5 : SECURITE SOCIALE – RETRAITE

Pendant toute la durée du présent contrat, la rémunération de M…………………………………………………… est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale.

M…………………………………………………… est affilié*(e)* à l'IRCANTEC.

ARTICLE 6 : DROITS ET OBLIGATIONS

Conformément aux dispositions de l'article 136, alinéa 2, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, M…………………………………………………………………… est soumis*(e)* pendant toute la période d'exécution du présent contrat aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisés.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

ARTICLE 7 : RUPTURE DU CONTRAT

1. **Licenciement à l'initiative de la collectivité *(ou établissement)* employeur**

Le licenciement ne pourra intervenir qu’au terme de la procédure prévue par le décret n° 88-145 du   
15 février 1988.

M…………………………………………………………………… ne peut être licencié(e) avant le terme de son engagement qu’après un préavis de 2 mois pour l’agent justifiant d’une ancienneté de services égale ou supérieure à 2 ans auprès de l’autorité qui l’a recruté.

L’ancienneté est décomptée jusqu’à la date d’envoi de la lettre de notification du licenciement. Elle est calculée compte tenu de l’ensemble des contrats conclus avec l’agent licencié, y compris ceux effectués avant une interruption de fonctions sous réserve que cette interruption n’excède pas 4 mois et qu’elle ne soit pas due à une démission de l’agent.

L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est fait de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n’est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire ainsi qu’au cours ou à l’expiration d’une période d’essai.

Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec demande d’avis de réception.

**2) Démission**

M…………………………………………………………………… devra le cas échéant, informer l’autorité territoriale de son intention de démissionner par lettre recommandée avec demande d’avis de réception en respectant le préavis d’une durée de 2 mois pour l’agent justifiant d’une ancienneté de services égale ou supérieure à 2 ans auprès de l’autorité qui l’a recruté.

L’ancienneté est décomptée jusqu’à la date d’envoi de la lettre de démission. Elle est calculée compte tenu de l’ensemble des contrats conclus avec l’agent, y compris ceux effectués avant une interruption de fonctions sous réserve que cette interruption n’excède pas 4 mois et qu’elle ne soit pas due à une démission de l’agent.

ARTICLE 8 :

Un certificat de travail sera remis à M…………………………………………………………………… à l’expiration du contrat.

**ARTICLE 9 :**

Il est remis à M…………………………………………………………………… les documents suivants :

- le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

- la note relative à l’ensemble des instructions de service opposables aux agents titulaires et contractuels (si la collectivité dispose d’un tel document au sein de ses services),

- le document relatif aux droits et obligations des agents publics.

(*éventuellement*) Les certificats de travail délivrés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics dans les conditions prévues à l’article 38 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 sont également annexés au présent contrat.

**ARTICLE 10 : CONTENTIEUX**

Les litiges nés de l’exécution du présent contrat relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Limoges dans le respect du délai de recours de deux mois.

ARTICLE 11 : CONTROLE DE LEGALITE

Le présent contrat est transmis au représentant de l’Etat.

Fait à …………………………,

Le ……………………………, en double exemplaires

L’agent contractuel Le Maire *(ou le Président)*,

*(signature) (signature)*

Ampliation adressée au :

- comptable de la collectivité

- Président du Centre de Gestion